

## Chapitre 10

### LAÏCISER L'ÉCOLE, JUSQU'À QUEL POINT ?

#### DÉBATS ET LUTTES SCOLAIRES EN GRANDE-BRETAGNE, EN ALLEMAGNE, ET EN ITALIE (ANNÉES 1850 – 1880)

Dans le contexte décrit au chapitre précédent, il n'est rien d'étonnant à ce que les systèmes d'enseignement, sur lesquels l'influence des Eglises est encore globalement très forte, aient été considérés dans tous les pays d'Europe ici étudiés comme un enjeu majeur des luttes sécularisatrices. L'étonnant est plutôt que cette dimension européenne, particulièrement nette dans ces décennies qui marquent le réveil des aspirations démocratiques et sociales provisoirement matées après 1848, ait été progressivement occultée dans les histoires nationales de l'éducation telles qu'elles se sont constituées ultérieurement, au point de lui substituer cette conception étriquée d'une laïcisation réduite à un simple affrontement pour le pouvoir entre l'Eglise et l'Etat, ou cette image d'Epinal d'une France à la singulière intransigeance laïque opposée à des voisins consensuellement disposés à laisser ouverte à leurs clergés la porte des écoles. Cette perception n'était pas celle des contemporains. En 1872, l'universitaire belge Emile de Laveleye publiait à Paris une étude comparative très documentée sur la situation de l'enseignement primaire dans la plupart des pays d'Europe et aux Etats-Unis, *L'Instruction du peuple*. Le chapitre V, titré « *L'école laïque* », commençait ainsi :

*Dans les écoles, l'enseignement de la morale doit-il être séparé de celui des religions positives, ou convient-il d'y appeler les ministres des cultes ? L'enseignement ne soulève pas de question plus grave. On en discute partout, dans les pays catholiques aussi bien que dans les pays protestants, et partout elle remue profondément les âmes, parce qu'elle touche à leur plus sérieux intérêt, à leur sentiment le plus intime, l'intérêt et le sentiment religieux<sup>1</sup>.*

On saisit ici sur le vif, dans ce témoignage d'un contemporain particulièrement bien informé, combien la laïcisation de l'école, au-delà de sa dimension d'enjeu de pouvoir entre anciennes et nouvelles élites dominantes, est alors en Europe un véritable enjeu de civilisation, propre « *partout* » à « *remuer profondément les âmes* ». La question est bien en effet de savoir si l'éducation pour le salut éternel (car c'est bien ce que désigne ici la notion d'« *intérêt religieux* »), placée depuis des siècles au premier rang des finalités de tout enseignement, devait ou non en être audacieusement écartée pour ne plus relever que de la responsabilité de la sphère privée, de la famille, de l'individu. Il s'agit en quelque sorte pour l'Europe, au point crucial où elle en est arrivée dans le long processus de sécularisation des conceptions du monde et des institutions qui parcourt son histoire, d'opérer, à travers le choix du type d'école – et en particulier d'école pour le peuple – dont elle veut se doter, un choix identitaire fondamental, dont la portée n'est rien d'autre en définitive que de savoir si elle veut ou non se considérer encore comme une « Europe chrétienne ».

La complexité de la question alors posée est soulignée par l'ambivalence du terme « *école laïque* » dont l'usage, encore inconnu de Quinet en 1850<sup>2</sup>, se répand largement dans l'espace linguistique français dans les deux décennies suivantes. Par « *école laïque* », Laveleye entend en 1872 « *l'école où*

---

<sup>1</sup> Emile de LAVELEYE, *op. cit.*, p. 45. Rappelons que par « religion positive » on entend au XIXe siècle ce qu'on appelle aujourd'hui « confession ».

<sup>2</sup> *L'enseignement du peuple*, de Quinet, s'il prône la séparation de l'Ecole et de l'Eglise, ne connaît que l'expression « *enseignement laïque* » employé au sens d'« enseignement de la société civile », ou encore « enseignement donné pour le peuple ». Il ignore également le vocable *laïcisation* et emploie *sécularisation* pour désigner la séparation qu'il prône de l'école et des Eglises. C'est le développement du débat scolaire dans les années 1860 et 1870 en France qui fera naître le besoin d'un renouvellement de la terminologie.

tous les enfants sont admis sans distinction de culte et où l'on enseigne une morale générale en dehors du dogme »<sup>3</sup>, c'est-à-dire, il importe de le préciser, non pas une école dont la morale serait établie sur des fondements non religieux, mais une école qui n'enseignerait plus aucun catéchisme, laissant ce soin aux ministres des diverses confessions. La religion n'est donc pas exclue d'une telle école *laïque*, puisqu'elle continue à en fonder la morale, spiritualiste ou chrétienne au sens large ; ce sont les dogmes spécifiques des confessions « positives » qui doivent en être impérativement écartés. Ainsi définie,

*l'école mixte ou laïque est une institution nouvelle qui ne remonte pas au delà du commencement de ce siècle. Introduite d'abord en Hollande, elle a été successivement adoptée par les Etats-Unis, l'Irlande, le Haut-Canada, l'Australie, et elle est réclamée par un parti puissant dans beaucoup d'Etats du continent, en France, en Allemagne, en Belgique, en Suisse, en Italie. C'est grâce à elle que l'Amérique du Nord a réussi à organiser cet admirable système d'enseignement populaire qui fait son orgueil et sa force. C'est pour l'avoir repoussée que l'Angleterre, malgré tant de sacrifices et de dévouements, ne parvient pas à donner à ses populations laborieuses l'instruction dont elles ont besoin*<sup>4</sup>

L'objet de ce chapitre est d'étudier l'action de ce « parti puissant » qui milite dans l'Europe de ce temps pour une école déconfectionnée, en prenant soin d'y adjoindre ces courants plus avancés, qu'ignore E. de Laveleye – ou plutôt qu'il regarde avec un mélange de mépris et d'indignation, tant l'expérience récente de la Commune de Paris lui semble sinistre –, qui conçoivent l'école de l'avenir comme « purement laïque » et sa morale comme entièrement a-religieuse.

Ce faisant, on ne perdra pas de vue – comme il le faisait remarquer lui-même – que cette poussée laïcisatrice s'inscrit alors dans un ensemble de mutations qui affectent en profondeur les institutions éducatives en Europe, et dont elle est inséparable. A la lumière des données actuellement disponibles, on peut succinctement les résumer en quelques rubriques :

– scolarisation de plus en plus massive à l'école élémentaire (jusqu'à 13-14 ans en Allemagne, où elle est à peu près générale, 10-12 ans ailleurs, où elle s'étend, les filles rattrapant leur retard<sup>5</sup>). Effet de demandes populaires accrues ? de la recherche par une partie des employeurs de main-d'œuvre plus qualifiée ? ou conjonction des deux ? Quoi qu'il en soit, le nombre d'adultes sachant lire et écrire poursuit sa progression, dépassant 95 % en Prusse vers 1870, avec vingt à trente ans d'avance sur la France et la Grande-Bretagne, et au moins le double sur l'Italie<sup>6</sup> ;

– modernisation des contenus de l'enseignement élémentaire (apparition de l'histoire profane, de la géographie, des sciences de la nature<sup>7</sup>) et secondaire (recul des humanités classiques au profit des

---

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> Malgré l'absence d'études unifiant à l'échelle européenne les types de statistiques, les indications disponibles permettent de mesurer les évolutions en cours. En Angleterre, les effectifs des écoles élémentaires (alors présentés en pourcentage de la population totale) passent de 9,3 % (1833) à 12 % (1851) et 15,7 % (1901) ; pour l'Ecosse, les chiffres correspondants sont de 10,0 %, 10,8 % et 17 % (Ph. CHASSAIGNE, *op. cit.*, p. 265). En France, ils progressent de 3,53 millions en 1847 (public et privé) à 5,5 millions en 1886, l'accroissement étant essentiellement dû à la scolarisation des filles et à l'éradication progressive du travail précoce à la mine ou en usine (A. PROST, *L'enseignement en France...*, p. 108). L'Italie unifiée rattrape peu à peu son retard : la fréquentation scolaire dans les communes rurales passe de 43 % (années 1860) à 57 % (années 1880), tandis qu'elle progresse en ville de 61 à 80 %, non sans de très fortes disparités régionales (O. FARON, *op. cit.*, p. 250).

<sup>6</sup> En Prusse, le plus alphabétisé des pays de l'étude, 96 % des recrues savent lire vers 1870, contre 76 % en France (J.-P. BLEDE, *op. cit.*, p. 148). L'Ecosse compte, en 1855, 83 % d'alphabétisés et l'Angleterre / Pays de Galles 55 % (83 % à Londres) ; on atteindra 97 % dans tout le pays vers 1900 (Ph. CHASSAIGNE, *op. cit.*, p. 261). L'Italie compte seulement 25 % d'alphabétisé(e)s en 1861 et un peu plus de 50 % en 1901, avec de très fortes disparités entre hommes et femmes, s'ajoutant aux différences entre les régions (O. FARON, *op. cit.*, p. 250).

<sup>7</sup> Réformes de Victor Duruy en France, d'Aldbert Falk (ministre de l'Instruction publique de 1872 à 1879) en Prusse.

disciplines scientifiques, développement d'un enseignement « réel » ou « intermédiaire », à finalités professionnelle et technique) ;

– lent renouvellement des méthodes, particulièrement dans l'enseignement élémentaire (mise en cause des excès de la mémorisation, valorisation de l'observation et de la réflexion personnelles...) et changement du regard sur l'enfant, ce que traduit la condamnation au moins théorique des traditionnels châtiments corporels ;

– sécularisation progressive des personnels dans les pays où une proportion notable des enseignants du secteur public étaient des ecclésiastiques (France, Italie <sup>8</sup>).

Ces évolutions, qui renouvellent en profondeur les systèmes éducatifs et contribuent à y fragiliser la place des clergés, s'accompagnent, il importe de le souligner, du maintien à peu près intégral du cloisonnement social entre les écoles du peuple et celles des élites sociales, ces dernières étant protégées par le coût élevé de la scolarisation secondaire. Les bourgeoisies européennes (de plus en plus dominantes socialement et politiquement, même là où de solides aristocraties se pressent encore autour des trônes) se montrent ainsi attentives à préserver à leur profit ce « *monopole des Lumières* » (Blanqui) qui contribue à assurer leur reproduction sociale <sup>9</sup>. On ne saurait perdre de vue ce fait fondamental qui donnera aux processus de laïcisation de l'école un contenu pédagogique et socio-politique fort différent selon qu'il s'agit de l'un ou de l'autre des deux réseaux scolaires.

On n'oubliera pas non plus que cette période est marquée dans les rapports entre gouvernants et gouvernés par des changements politiques majeurs qui ont des répercussions directes sur le type de « gouvernement des esprits » que les premiers demandent à l'école du peuple. Malgré les réponses dilatoires des classes dominantes anglaise, allemande ou italienne, la question du suffrage universel (masculin) se pose avec une intensité croissante à l'échelle européenne : partout où il n'est pas institué, le mouvement ouvrier, dont la force syndicale et politique devient manifeste, tend à en faire une revendication politique majeure. Les plus lucides savent que les jours du suffrage censitaire, là où il subsiste (Grande-Bretagne, Italie, partiellement Etats allemands), sont comptés : l'historiographie britannique rapporte ce mot à la fois réaliste et cynique du dirigeant libéral Robert Lowe après la réforme électorale de 1867 : « *Je crois qu'il deviendra absolument nécessaire d'obliger nos futurs maîtres à apprendre leur alphabet.* » <sup>10</sup> Les Etats sont ainsi amenés à mettre en place, au côté des anciennes méthodes de moralisation scolaire, largement appuyées sur le religieux, des stratégies nouvelles de contrôle social et politique <sup>11</sup>.

---

<sup>8</sup> En Italie, un maître d'école publique sur trois (33,5 %) était un ecclésiastique en 1860 ; la proportion tombe à un sur vingt (5,4 %) en 1897 (Olivier FARON, in J.-P. BLED, *op. cit.*, p. 251). Même évolution en France, accélérée par la loi Goblet (1886).

<sup>9</sup> On comptait 60 000 élèves (garçons) de Gymnasien en Prusse vers 1860 ; la proportion d'étudiants est stabilisée de 1830 à 1870 à 1,2 % d'une classe d'âge. « *Si le système ne bloque pas toute mobilité sociale, celle-ci se développe à l'intérieur de limites bien précises* » (J.-P. BLED, *op. cit.*, p. 149 et 159). En France, l'enseignement secondaire, tous types d'établissements confondus sauf petits séminaires, scolarise 70 000 élèves en 1842 et près de 155 000 en 1876, soit environ 5 % d'une classe d'âge : « *L'enseignement secondaire coûte cher. La courbe des effectifs est celle d'une consommation de luxe* » (A. PROST, *op. cit.*, p. 45 et 34). La proportion de bacheliers français (un peu plus de 6000 par an dans les années 1870) est encore plus faible (*ibid.*, p. 33). En Angleterre s'affirme la prééminence des *public schools* de prestige, les *sacred Nine* du rapport Clarendon (1864). Malgré la fondation de nouvelles universités, et une ouverture plus précoce aux étudiantes, la proportion des effectifs du supérieur (Angleterre et Ecosse) ne dépassera pas en 1900 1 % d'une classe d'âge (Ph. CHASSAIGNE, *op. cit.*, p. 218). L'Italie, au tissu universitaire proportionnellement plus serré, comptait quelque 13 000 étudiants au moment de l'unification (J.-O. BOUDON, *op. cit.*, p. 115).

<sup>10</sup> « *I believe it will be absolutely necessary to compel our future masters to learn their letters* » (in B. SIMON, *op. cit.*, p. 355). A rapprocher de cette phrase de Marx en 1850 à propos de la loi Falloux : « *Par la loi sur l'enseignement du 15 mars 1850, le parti de l'ordre proclama que l'inconscience et l'abrutissement de la France par la force sont la condition de son existence sous le régime du suffrage universel* » (in *Les luttes de classes en France, 1848-1850*).

<sup>11</sup> A cet enjeu socio-politique s'ajoute un enjeu militaire. Les guerres européennes de la seconde moitié du siècle (guerre de Crimée, guerre austro-prussienne de 1866, guerre franco-prussienne de 1870) mettent aux prises des masses d'hommes toujours plus considérables. Le service militaire obligatoire oscille entre deux et trois ans pour les pays du continent Les

Dans les masses populaires enfin, au sort matériel encore souvent rude, voire effroyable, mais où l'écrit pénètre davantage, la conviction grandit parallèlement que l'école (pour les enfants) et l'alphabétisation (pour soi-même) sont des outils (les plus décidés disent : des armes) indispensables à l'amélioration de leur situation. Prenant dans l'ensemble leurs distances vis-à-vis des discours religieux, elles sont amenées à considérer la pauvreté matérielle et culturelle des écoles populaires non comme une fatalité inhérente à la vie d'« ici-bas », ou comme un effet de la bienveillance de leurs maîtres temporels et spirituels, mais comme une injustice à laquelle il faut entreprendre de remédier.

Des écoles confessionnelles dont, en somme, « en haut, on ne peut plus » se contenter et qu'« en bas, on ne peut plus » accepter : la situation scolaire de l'Europe est mûre pour des bouleversements.

## **1. GRANDE-BRETAGNE : LA LAÏCISATION « A MINIMA » DE LA LOI FORSTER (1870) ET SES CRITIQUES RADICALES**

### **1.1. Des écoles « non-sectaires » ou des écoles « purement laïques » ? Une question au cœur du mouvement pour les « secular schools », de la National Public Schools Association (1850) à la National Education League (1869)**

Après les contestations des décennies précédentes, le principe du « tout confessionnel » à l'école paraît au début des années 1850 avoir retrouvé toute sa puissance. L'ardent partisan de l'enseignement *positif* (confessionnel) pour le peuple – quelle que soit la confession inculquée – qu'est Eugène Rendu se hâte dès l'introduction de l'étude qu'il consacre à *l'Instruction primaire à Londres* (1853) d'annoncer à son lecteur cette bonne nouvelle : mis à part « quelques districts manufacturiers, à Manchester, à Liverpool, [où] le culte d'intérêts tout matériels semble bien avoir absorbé les préoccupations d'un ordre supérieur », et où se rencontrent des écoles dans lesquelles aucun « souffle de christianisme ne vient réchauffer l'atmosphère », partout ailleurs, « où que vous alliez, à Eton ou dans l'école primaire de Miss Cutts, à King's College ou dans l'institut d'éducation professionnelle de Norwood, partout la religion apparaît comme point de départ et comme but »<sup>12</sup>.

Autrement dit, il existe bien des écoles qui échappent à l'orientation religieuse confessionnelle dans l'Angleterre des années 1850, mais elles sont peu nombreuses, pédagogiquement sans intérêt (vouées au « culte d'intérêts tout matériels ») et à l'écart de l'esprit chrétien autour duquel la nation anglaise quasi unanime organise son enseignement. La séparation de l'Eglise et de l'école est, à lire l'ouvrage d'Eugène Rendu, un (funeste) projet d'Europe continentale dépourvu de sens outre-Manche. Quelque vingt ans plus tard cependant (1872) un autre enquêteur français en mission d'étude pour le Ministère

---

gouvernements de ce temps ne peuvent pas ne pas voir dans le jeune garçon scolarisé un futur soldat potentiel, à qui il convient de donner non seulement une certaine formation élémentaire, mais aussi un outillage idéologique capable d'en faire le moment venu un soldat capable de tuer et de risquer d'être tué « pour sa patrie ». Les Eglises chrétiennes pouvaient bénir ce patriotisme de combat (et on verra qu'elles ne s'en sont pas privées) ; mais ses fondements reposaient nécessairement sur une idéologie purement profane, qu'elles pouvaient difficilement promouvoir elles-mêmes.

<sup>12</sup> Eugène RENDU, *De l'instruction primaire à Londres dans ses rapports avec l'état social*, Paris, Hachette, 1853, p. XX et XXI. L'auteur, qui présente King's College comme « le plus grand établissement de Londres », reproduit cet extrait de son programme d'études (1851) : « Tout système d'éducation dans un pays chrétien doit mettre la religion chrétienne au premier rang des études. Sans la science religieuse, les autres ne peuvent donner ni le bonheur à l'individu, ni à l'Etat la prospérité » (*ibid.*). Il existait pourtant à Londres des établissements supérieurs de tonalité plus laïque (voir le chapitre 6, sur la fondation d'University College) ; mais E. Rendu n'en dit rien.

de l'Instruction publique, Célestin Hippeau, aboutira quant à lui à la conclusion rigoureusement inverse :

*Toutes les questions qui s'agitent aujourd'hui parmi nous, sur la liberté, la gratuité, l'obligation et la sécularisation de l'Instruction Publique s'imposent en Angleterre, aussi bien qu'en France, aux méditations des hommes d'Etat et des pères de famille. Les difficultés que rencontre leur solution dépendent des mêmes causes. Des deux côtés du détroit, la société religieuse, en possession de l'enseignement populaire pendant les siècles qui ont précédé le nôtre, ne peut se voir disputer par la société laïque un privilège qu'elle prétend lui appartenir exclusivement sans essayer par tous les moyens possibles de le conserver. La séparation de l'Eglise et de l'Etat se lie étroitement à la séparation de l'enseignement religieux et de l'enseignement scolaire. Mais l'école laïque émancipée, c'est une atteinte portée aux droits de l'Eglise pour des personnes qui voudraient voir toutes les écoles soumises à son autorité <sup>13</sup>.*

Comme l'indique C. Hippeau, les débats autour de la récente loi Forster (août 1870) ne se limitent pas à la seule alternative entre enseignement d'Eglises et enseignement interconfessionnel. Le champ des politiques scolaires présente, en Angleterre comme sur le continent, non pas deux, mais trois orientations distinctes en matière de relations école / religion : le maintien des écoles confessionnelles tout d'abord (ces *voluntary schools* placées sous la direction des deux sociétés éducatives mises en place, on l'a vu, dès les premières années du siècle, la *National Society* anglicane ou la *British Society* « non-conformiste ») ; en second lieu, la mise sur pied d'un enseignement public conservant une instruction morale et religieuse fondée sur la Bible, donc lui aussi chrétien ou « protestant au sens large » (une option contre laquelle les Eglises non-conformistes se sont longtemps dressées, mais qu'elles tendent à rallier comme un pis-aller) ; l'instauration enfin d'un enseignement *purement laïque*, sans aucune instruction religieuse. Cette dernière option, il est vrai, mène une difficile lutte pour l'existence, dans la mesure où elle doit affronter l'hostilité résolue de ses deux adversaires, prompts par-delà leurs différences à jeter l'opprobre sur l'impiété de ces écoles *godless*. Mais C. Hippeau en 1872 ne la considère nullement comme vaincue d'avance ou vouée à la disparition :

*Les écoles particulières, quoique très nombreuses (car la profession d'instituteur est entièrement libre) ont bien de la peine à lutter contre des associations si nombreuses et puissantes <sup>14</sup>. Fondées sur le principe de la séparation de l'Eglise et de l'Ecole, elles s'abstiennent d'une manière absolue de tout enseignement religieux à l'intérieur. On n'y lit même pas la Bible. Or, parmi les conditions que le gouvernement prescrit aux instituteurs qui veulent obtenir de lui un subside, se trouve celle de faire chaque jour une lecture de la Bible. Les écoles séculières [C. Hippeau traduit ici « *secular schools* »] doivent donc se suffire à elles-mêmes et par conséquent n'attendent de soutien que de la part des associations laïques. Leur sort est étroitement lié aux progrès des idées libérales <sup>15</sup>.*

L'existence d'un courant purement laïque dans l'Angleterre de ce temps, attestée par ce témoignage de Célestin Hippeau, se laisse cependant mal saisir aujourd'hui, tant est grand le penchant

---

<sup>13</sup> Célestin HIPPEAU, *L'Instruction publique en Angleterre*, Paris, Didiers, 1872, p. X-XI.

C. Hippeau, spécialiste universitaire de littérature médiévale, entreprend après la chute du Second Empire de vastes enquêtes sur la situation de l'enseignement (du primaire au supérieur) dans de nombreux pays d'Europe et jusqu'en Amérique du Nord, dans le but d'éclairer les décideurs en charge des prochaines réformes du système éducatif français. La tonalité générale en est très différente de celles d'Eugène Rendu, une vingtaine d'années plus tôt, ou même de Victor Cousin. Son goût pour l'approche comparatiste, son souci des données concrètes (notamment en termes de budgets scolaires) et son intérêt de « républicain modéré » pour la question laïque font de ses écrits des sources d'informations ici très précieuses pour le début des années 1870 : on aura à y revenir à propos de l'Allemagne et de l'Italie.

<sup>14</sup> Sur l'origine et le rôle de ces deux associations éducatives religieuses dans la première moitié du XIXe siècle en Grande-Bretagne, voir le chapitre 6.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 29.

en histoire à ne pas accorder d'attention à ceux qui font d'avance figure de futurs vaincus. Que peut-on savoir de ces écoles où « *on ne lit même pas la Bible* » dans la Grande-Bretagne des années 1850 à 1880 ? Des motivations idéologiques et politiques de leurs promoteurs ? Des initiatives politiques visant à promouvoir un enseignement public réellement non religieux, au moment où se met en place en Angleterre le premier système scolaire élémentaire public ? Sans prétendre répondre de façon détaillée à ces questions (à la fois faute de place et en raison des lacunes de la documentation disponible<sup>16</sup>), les pages qui suivent chercheront à en montrer tout au moins la pertinence et à indiquer quelques points de repère historiques pour les aborder.

On se souvient que les premières écoles *secular*, dans la première moitié du siècle, étaient avant tout liées, selon Brian Simon, aux mouvements de contestation générale du système politique et social britannique (courants oweniste et chartiste). Le reflux ouvrier après 1850 ne fait pas disparaître cette préoccupation : on la retrouve dans la fondation en 1851, par d'anciens chartistes, de la *Working Men's Association for Promoting National Secular Education*<sup>17</sup>. Le fait le plus nouveau cependant est qu'au tournant des années 1850 le concept d'école indépendante de toute *société religieuse* commence à intéresser certains secteurs « modernisateurs » des classes moyennes, redonnant ainsi une nouvelle audience aux opinions des *philosophic radicals* du début du siècle. C'est notamment le cas à Manchester, centre industriel qui s'était signalé par son rôle pilote dans la lutte contre la législation protectionniste sur les céréales, victorieuse en 1846. Certains des animateurs de ce mouvement, dont son leader Richard Cobden<sup>18</sup>, se retrouvent l'année suivante engagés dans la fondation de la *Lancashire Public Schools Association* (LPSA). A la tête de l'association se trouvent des représentants de la bourgeoisie libérale de la ville et des pasteurs aux idées avancées, alors mal vus de leurs hiérarchies respectives, et pour la plupart non-conformistes (mais parfois anglicans, comme l'était Cobden lui-même). L'association compte aussi des représentants de courants politiquement et philosophiquement nettement plus radicaux, certains de ses membres appartenant au mouvement *secularist* de G.-J. Holyoake (voir chapitre précédent). En 1850 l'Association s'élargit en *National Public Schools Association* (NPSA) et élabore une orientation dont s'inspirera en partie la future loi de 1870 : création d'écoles publiques financées conjointement par des subventions d'Etat (*grants*) et par les impôts locaux (*taxes*), et dirigées localement par un conseil élu représentant les contribuables.

Il s'agit ici du premier mouvement organisé en groupe de pression à l'échelle nationale pour une école publique ouverte à tous, à la fois « affaire d'Etat » et affaire des communes et organisée sur des bases explicitement non religieuses (la NPSA fait déposer dès 1851 par un député sympathisant un projet de loi en ce sens, bien entendu repoussé). Mais fallait-il aller jusqu'à exclure tout enseignement

---

<sup>16</sup> Il n'existe pas à notre connaissance d'ouvrage spécifiquement consacré aux *secular schools* et aux luttes pour une école publique *purely secular* dans l'Angleterre et l'Ecosse de la seconde moitié du siècle. Le seul article consacré au sujet qu'on peut ici signaler est celui de Donald K. JONES, « The movement for secular elementary education in Great Britain in the XIXth Century ». Titre du résumé en français : « Le mouvement pour une éducation primaire laïque en Grande-Bretagne au XIXe siècle » (souligné par nous), in W. FRIJHOFF, *l'Offre d'Ecole, Eléments pour une étude comparée des politiques éducatives au XIXe siècle*, Paris, INRP, 1983, p. 83-96. Parmi les ouvrages d'histoire de l'éducation britannique consultés, ceux de Brian Simon (voir bibliographie) et des historiens de son « école » ont été largement utilisés, dans la mesure où ils se sont intéressés de près aux mouvements réformateurs et révolutionnaires (ouvrages malheureusement non traduits en français). On a également consulté de façon sélective le *Times* (années 1850 et 1869-71), le *Reasoner* (organe *secularist* ; années 1859-1861) et le *National Reformer* (organe de la *National Secular Society* ; années 1869-1874) – ces trois périodiques étant conservés à la BNF.

<sup>17</sup> B. SIMON, p. 341. L'Association critique à la fois le caractère *sectarian* de l'enseignement populaire et le fait que le système éducatif oppose des « *barrière fortes* » à l'acquisition de la culture par tous. Au même moment, Ernst Jones, un proche de Marx, fait adopter par le congrès chartiste d'avril 1851 une plate-forme politique contenant (pour la première fois dans l'histoire de ce mouvement) la revendication explicite de « *séparation de l'Eglise et de l'Etat* ».

<sup>18</sup> Richard COBDEN (1804-1865) avait dirigé la lutte pour l'abolition de la législation protectionniste sur les grains (anti-corn Laws). Le retrait de ces lois en 1846 représente une victoire historique de la bourgeoisie libre-échangiste sur l'aristocratie foncière soutenue au Parlement par les Tories.

religieux ? Sur ce point les avis étaient partagés, tout comme les pratiques effectives dans les écoles fondées par l'association. L'objectif de la LPSA, selon l'historien Donald K. Jones, était d'établir par la loi la constitution d'un réseau scolaire élémentaire entièrement laïcisé : « *De ces écoles la Bible et toute forme d'enseignement religieux confessionnel [denominational] auraient été exclues, ce qui aurait permis la fréquentation d'enfants de toute confession ou même n'appartenant à aucune confession.* »<sup>19</sup> Le rejet philosophique d'une morale fondée sur la religion chrétienne n'est pas absent d'un tel projet. Mais la préoccupation majeure est d'éviter à l'Angleterre, à propos des écoles du peuple, une stérile « guerre scolaire » entre les « dénominations » concurrentes : puisqu'il paraît impossible de concilier leurs présentations contradictoires du christianisme, et qu'aucune n'admet l'enseignement à son détriment d'un catéchisme rival, il convient, dans une école réellement ouverte à tous, de donner l'instruction religieuse hors temps scolaire, sous la seule responsabilité des parents. D'autres cependant, dont Cobden lui-même, pointaient le risque de voir une jeunesse populaire grandir dans un environnement entièrement déchristianisé (au moment où l'inquiétant « recensement religieux » de 1851 montrait l'ampleur de masse de l'indifférentisme). Face au discrédit des « sectes » et de leur enseignement « exclusif », ils plaidaient pour une sorte d'instruction religieuse de base, chrétienne, c'est-à-dire fondée sur la Bible, mais indépendante des catéchismes confessionnels. Les Pays-Bas et surtout les Etats-Unis servaient d'exemple de référence<sup>20</sup>.

Cette position l'emporte au congrès de fondation de la NPSA (octobre 1850), qui décida, sous l'impulsion de Cobden, de modifier son programme et de revendiquer désormais des écoles *interconfessionnelles (unsectarian)* plutôt que *laïques (secular)*. John Stuart Mill manifesta quant à lui son complet désaccord avec cette décision, qu'il considéra comme une trahison sur le plan des principes (lettre de novembre 1850, dont il vaut la peine de citer de larges extraits) :

*Comme il faut regretter qu'une entreprise qui promet tant ait débuté par un compromis douteux, que pour se concilier des gens qu'on n'a pas à se concilier, et avec qui il n'y a aucune raison de se concilier, l'Association se soit laissée persuader par M. Cobden, avec l'aide de quelques ministres dissidents, de sacrifier son drapeau distinctif et qu'au lieu de s'appeler Association pour une éducation laïque [Association for secular education] elle se soit frileusement cachée sous l'expression ambiguë d'éducation non-sectaire [unsectarian].*

L'objection de R. Cobden, selon qui le mot *secular* présente une connotation irrégieuse qui peut détourner de l'Association des gens prêts à la soutenir, n'est pas recevable aux yeux de Mill :

*Il n'y a pas de mot mieux défini [que secular] dans la langue anglaise. Secular est ce qui fait référence à cette vie. L'instruction secular est l'instruction concernant les affaires de cette vie. Les sujets secular, ce sont donc tous les sujets sauf la religion. Tous les arts et toutes les sciences sont des savoirs secular. Dire que secular signifie irrégieux implique que tous les arts et toutes les sciences sont irrégieux, ce qui a autant de sens que de dire que toutes les professions à part celle d'homme de loi sont illégales...*

---

<sup>19</sup> Donald K. JONES, « The movement for secular elementary education in Great Britain in the XIXth Century », in W. FRIJHOFF, *op. cit.*, p. 88. B. Simon (*Studies in the history of education...*) note également de son côté que la LPSA réclamait des écoles sans « aucune instruction religieuse d'aucune sorte [no religious instruction whatsoever]. L'école devait être fermée à des moments déterminés pour que les parents ou des instructeurs religieux puissent donner ces enseignements » (*op. cit.*, p. 340).

<sup>20</sup> « Cobden lui-même, de plus en plus irrité des querelles sectaires [c'est-à-dire du conflit Eglise anglicane / non-conformistes] alertait : « Le danger existe d'aliéner la grande masse du peuple dans ces districts manufacturiers vis-à-vis de toute communion religieuse, et même de les rendre étrangers à tout principe de christianisme, si nous permettons à cet invraisemblable déballage [unseemly exhibition] de continuer... « La grande masse du peuple, affirmait-il, veut l'éducation pour leurs enfants ; ils ont la nausée de ces obstacles que vous leur jetez sur cette route » (B. SIMON, *op. cit.*, p. 341 ; le *Times* du 31 octobre 1850 reproduit des extraits du discours de Cobden).

*Quand donc l'Association refuse de dire que l'éducation voulue est secular et lui préfère le terme d'unsectarian, qu'est-ce que cela signifie ? Sans aucun doute, qu'elle sera encore exclusive, bien qu'à un degré moindre. Qu'on enseignera de la religion, mais non la religion d'une secte. Qu'il n'y aura pas d'enseignement anglican, ni catholique, ni méthodiste, ni unitarien, mais, je suppose, un enseignement chrétien ; c'est-à-dire celui qui rassemble les éléments communs de christianisme supposés être trouvés dans toutes ces sectes prises ensemble. [Mill doute que les tenants des diverses confessions puissent donner leur accord à un enseignement du « christianisme universel » qui leur semblera peu différent du déisme.] Mais c'est leur problème. Je prends pour ma part les choses de plus haut. Je maintiens que si vous entraînez toutes les sectes avec vous par votre compromis vous n'aurez réalisé qu'un bloc entre les plus puissants groupements religieux pour cesser de se combattre les uns les autres et pour se réunir pour piétiner le plus faible [trampling the weaker]. Vous aurez mis sur pied une éducation nationale non pour tous, mais pour les croyants dans le Nouveau Testament. Les juifs et les incroyants en seraient exclus, quoiqu'on ne leur demanderait pas moins de contribuer à la financer... L'exclusion religieuse et l'inégalité sont aussi odieuses quand elles sont pratiquées contre des minorités que contre des majorités. Je pensais que le but de l'Association était la justice, mais je vois qu'il consiste à n'être injuste qu'envers ceux qui ne sont pas assez nombreux pour résister<sup>21</sup>.*

Ces lignes remarquables du futur auteur de l'essai *On Liberty* définissent nettement les enjeux de la lutte. Voulait-on une école pour tous ou une école pour tous les protestants seulement ? Le respect intégral du droit de chacun à se définir librement en matière de foi ou sa limitation aux frontières protestantes que Locke avait certes respectées – mais c'était un siècle et demi plus tôt ? L'égalité reconnue aux non-croyants ou leur maintien dans un statut légalement inférieur ? Sur chacun de ces points Mill trace ici, en face du mouvement pour une réforme scolaire *unsectarian*, les bases principielles d'un mouvement pour une réforme *laïque* – on dira bientôt, pour distinguer les deux options *purely* (ou encore *wholly, exclusively, entirely...*) *secular*. Sans qu'il soit possible de mesurer, à partir de la documentation consultée, le rapport de force interne au courant laïcisateur (et sans entrer dans l'examen du degré d'implication de J.S. Mill lui-même dans cette problématique scolaire dans les années suivantes), on peut noter que c'est l'option « purement laïque » qui inspire la fondation en 1854 à Manchester d'une école-vitrine de l'association, précisément dénommée *l'école laïque modèle de Manchester (Manchester Model Secular School)*, une école « d'où la Bible était exclue »<sup>22</sup>. L'historien britannique Donald K. Jones, qui en décrit le curriculum dans l'article indiqué plus haut (voir note), ajoute que :

*les radicaux laïques [de Manchester] ne travaillaient pas dans l'isolement. Ils étaient encouragés, financièrement et idéologiquement, par deux hommes, William Ellis, ami de John Stuart Mill et fondateur d'un certain nombre d'écoles laïques [les Birbeck schools] à Londres, et par George Combe, le phrénologue d'Edimbourg qui, avec l'aide d'Ellis, avait promu des écoles semblables à*

---

<sup>21</sup> John Stuart MILL, « Secular education » [lettre à un correspondant inconnu, vers novembre 1850], *Oeuvres Complètes*, tome XXVIII, *Public and parliamentary speeches*, p. 3-5 (première publication de ce document en annexe de son autobiographie posthume, ed. Laski). Il est probable que cette lettre retrouvée dans les papiers de Mill n'ait jamais été envoyée.

<sup>22</sup> « En accord avec la politique de la NPSA [mais en contradiction visible avec les positions de Cobden ; l'auteur n'approfondit malheureusement pas cet aspect de la question] la Bible était exclue de cette école, le contenu moral du curriculum (sans lequel toute école du XIXe siècle aurait manqué de crédibilité) étant apporté par des leçons de morale pratique. La base d'un tel enseignement était plus matérialiste que spirituel, la sanction des fautes décidément davantage de ce monde plutôt que de l'autre, l'esprit général rappelait le radicalisme philosophique de Bentham, en complet contraste avec l'idéalisme philosophique d'un Coleridge. » (D. K. JONES, *op. cit.*, p. 90)



*Edimbourg et Glasgow. Le mouvement pour une éducation laïque reposait sur un axe intellectuel qui s'étendait de Londres à Edimbourg en passant par Manchester*<sup>23</sup>.

S'il est difficile d'évaluer l'audience réelle de ce mouvement, en tout état de cause en position d'infériorité matérielle dans sa concurrence avec les écoles confessionnelles (puisque ces dernières seules pouvaient bénéficier des subventions d'Etat), on peut noter qu'il est suffisamment présent dans l'actualité éducative pour être évoqué – assurément à titre de repoussoir – dans les écrits de personnalités aussi en vue en matière d'éducation que Sir James Kay-Shuttleworth ou Matthew Arnold<sup>24</sup> Sa crédibilité en tant que solution d'avenir pour l'instruction publique en Grande-Bretagne (tout au moins en ce qui concerne l'instruction du peuple) se nourrit dans les années 1850 et 1860 de la conviction grandissante que l'objectif de « l'école pour tous » devenait une impérieuse nécessité non seulement pour les enfants du peuple, mais pour l'intérêt bien compris du pays et même des employeurs<sup>25</sup>, et qu'il n'avait de chance de devenir réalité que si l'Etat prenait en charge directement les nouvelles tâches éducatives que les réseaux confessionnels s'avaient clairement incapables de remplir. Sans qu'on puisse parler d'un conflit ouvert entre l'Etat et l'*Eglise établie* sur la question scolaire, on observe une montée des tensions dans les années 1860. L'homme d'Etat libéral Robert Lowe notamment plaide pour un contrôle accru de l'Etat sur les écoles confessionnelles, « *l'Etat représentant en matière d'éducation non pas l'élément religieux mais l'élément profane [secular]* »<sup>26</sup>. Au vu des « *besoins pratiques de la vie dans l'Angleterre des années 1860* », note l'historien de l'éducation John Hurt (1971), la conviction grandissait que « *l'éducation fournie par l'Eglise anglicane*

---

<sup>23</sup> *Ibid.* A noter que Georges Combe se montrait partisan, dans un petit ouvrage de 1848, *What should secular education embrace ?* (voir bibliographie) d'une morale scolaire fondée sur une religion naturelle sans référence au christianisme.

On peut ajouter qu'à Londres William LOVETT, ayant abandonné la lutte politique, dirigeait dans les années 1850 et 1860 une *secular school* elle aussi financièrement soutenue par le « philanthrope laïque » W. Ellis, tout en publiant un certain nombre de manuels scolaires visant à promouvoir un enseignement élémentaire des sciences (W. LOVETT, *op. cit.*, introduction).

<sup>24</sup> James Kay-Shuttleworth, ancien responsable du Comité du conseil privé chargé d'organiser l'aide d'Etat aux écoles confessionnelles (voir plus haut), évoque dans la préface d'un ouvrage de 1853 « *le schéma d'une éducation purement laïque* » (A scheme of purely secular education) : entre ce danger et celui, symétrique, d'une éducation populaire totalement confiée aux Eglises (*religious bodies*), l'auteur cherche à tracer une voie médiane (J. KAY-SHUTTLEWORTH, *Public education ...*, Londres, Longman, 1853, préface).

Matthew Arnold, fils du célèbre directeur de Rugby Thomas Arnold, pose en 1859 ouvertement la question : « *L'éducation publique doit-elle être confiée au clergé ou à des laïques [in the hands of the laity] ? L'instruction donnée dans les écoles primaires doit-elle être exclusivement laïque [exclusively secular] ou bien également religieuse ? Ce sont deux grandes questions sur lesquelles des opinions opposées, qui ont chacune un fondement rationnel, peuvent à bon droit être défendues* » (Matthew ARNOLD, *The popular education in France, Complete Works of Matthew Arnold*, tome 2, *Democratic education*, University of Michigan Press, 1962, p. 157). L'ouvrage contenant ces lignes rapporte les observations d'un voyage d'étude dans la France du Second Empire. M. Arnold fait lui aussi un lien entre les opposants français à la loi Falloux et les défenseurs anglais d'une école non chrétienne.

<sup>25</sup> La loi fixant à dix ans l'âge minimum pour être embauché, était loin d'être respectée. L'obligation scolaire gagne cependant des partisans après 1850, y compris au sein du patronat.

<sup>26</sup> Phrase attribuée à Robert Lowe, au cours de la discussion sur l'introduction du système du paiement au résultat (*payment by result*) (citée notamment par John HURT, *Education in evolution : Church, State, Society and popular education 1800-1870*, Londres, Rupert Hart-Davis, 1971, p. 203). On remarquera que l'adjectif *secular* s'incorpore ici au discours d'Etat en perdant la connotation « infidèle » que lui reprochait Cobden quelque vingt ans auparavant : par matières d'enseignement *secular* il faut simplement entendre (comme dans l'anglais actuel) les matières profanes.

Le nom de Robert Lowe est lié dans l'histoire scolaire anglaise au système dit du paiement au résultat (*payment by result*) qui faisait varier la subvention d'une école en proportion des performances des élèves mesurées par les inspecteurs d'Etat dans les « 3 R » (Reading, wRiting, aRithmetic). Si sommaire que fût cette méthode d'évaluation publique des établissements confessionnels subventionnés, elle suscita de vives protestations de la *National Society* anglicane, qui dénonça l'accent mis sur des matières profanes au détriment de l'enseignement religieux (J. HURT, *ibid.*).

correspondait aux « besoins » d'une société et d'une économie pré-industrielles »<sup>27</sup>. Les Eglises anglicane et non-conformistes, incapables de procéder d'elles-mêmes aux mutations qu'on attend d'elles, et crispées sur d'anciennes rivalités doctrinales dont le sens est de moins en moins bien compris, sont de plus en plus perçues comme un obstacle à la réforme nécessaire, comme une « difficulté religieuse » (*religious difficulty*). Même si les réticences idéologiques vis-à-vis d'une intervention directe de l'Etat en matière scolaire restent fortes – celle-ci représentant dans la tradition scolaire britannique une véritable révolution – la réforme électorale de 1867, qui trace pour l'avenir la perspective à terme inéluctable du suffrage universel, achève de convaincre de l'urgence d'un changement. Quelle place accorder à la religion dans le nouveau système – et à quelle religion ? Cette question est, avec celles du degré d'obligation et de gratuité des futures écoles élémentaires publiques, au cœur du débat qui précède la discussion et le vote de la loi Forster (printemps 1870).

C'est dans ce contexte qu'est fondée en 1869 à Birmingham, alors « le centre du radicalisme politique » britannique (B. Simon), la *National Education League* (NEL). Sa direction et ses bailleurs de fonds sont des « libéraux avancés » tels George Dixon, maire de Birmingham, ou le jeune Joseph Chamberlain, bon représentant de cette bourgeoisie industrielle religieusement tolérante (lui-même était unitarien) et fermement convaincue que « l'éducation populaire était une assurance que la propriété devait payer pour exister »<sup>28</sup>. Le congrès de fondation de la NEL (12-13 octobre 1869) rassemble, parmi ses 2500 participants, une quarantaine de parlementaires et entre trois et quatre cents ministres de différents cultes. Mais elle associe également une partie du mouvement syndical ouvrier, dont la renaissance est alors spectaculaire, et du mouvement *secularist* : Robert Applegarth, syndicaliste londonien, alors membre du Conseil Central de l'Internationale, est élu à son bureau exécutif, ainsi que G.-J. Holyoake. Des comités locaux couvrent rapidement le pays entier, organisant rassemblements et pétitions. Comme le note l'historien britannique John William Adamson (1930), qui accorde une plus large place à la NEL que nombre d'études britanniques postérieures, « de toute évidence, un formidable instrument de propagande avait été mis sur pied en peu de temps »<sup>29</sup>. Son objectif, repris de celui de la NPSA des années 1850, mais dans un contexte beaucoup plus favorable, est la mise sur pied d'un système d'écoles élémentaires publiques, gratuites et obligatoires, financées et contrôlées localement par les contribuables avec l'aide de subventions d'Etat.

Son programme en matière religieuse, selon D. K. Jones, reprend « la position laïque [secular] sans compromis de ses prédécesseurs de Manchester »<sup>30</sup>. En réalité, les choses sont plus complexes (et c'est essentiel pour comprendre l'évolution ultérieure, c'est-à-dire la « défaite laïque » britannique postérieure à 1870). Au sein de la NEL coexistent, ou plutôt s'affrontent dès son congrès de fondation (octobre 1869), deux positions – celles-là mêmes qui s'étaient manifestées vingt ans auparavant : à la revendication de suppression de tout enseignement religieux dans le cadre du programme scolaire (avec un enseignement de morale totalement laïque, les parents étant libres de faire instruire leurs enfants dans la confession de leur choix, éventuellement dans les locaux scolaires, mais non par l'instituteur) répond le souhait de voir donné par les enseignants des futures écoles élémentaires publiques un enseignement moral et religieux « non-sectaire » fondé sur la Bible, à peu près semblable à celui alors dispensé dans la plupart des écoles non-conformistes de la *British Society*. Au congrès fondateur d'octobre 1869, à Georges Dawson revendiquant une éducation « pleinement laïque » (*purely secular*) : « déguisez ce principe comme vous voudrez, il vous faudra bien à la fin y venir », le parlementaire libéral A. J. Mundella, qui devait quelques années plus tard être en charge des affaires scolaires (1876), répliqua vertement : « On abuse scandaleusement du mot laïque [secular]. Toute vérité est sainte. » Une lettre lue aux congressistes fait impression : son auteur se retirerait du

---

<sup>27</sup> John HURT, *op. cit.*, p. 202.

<sup>28</sup> Cité par B. SIMON, *op. cit.*, p. 363.

<sup>29</sup> John William ADAMSON, *English education, 1789-1902*, Cambridge, 1930, p. 349.

<sup>30</sup> D. K. JONES, *op. cit.*, p. 92.

mouvement si celui-ci devait se définir comme « *nécessairement et exclusivement laïque* ». Le professeur Fawcett, député libéral proche de J.S. Mill, rapporteur sur cette question, personnellement partisan de l'option *purely secular*, mais désireux de ne pas conduire le mouvement à une rupture, se range à l'opinion attentiste selon laquelle la question devait rester ouverte<sup>31</sup>. Le discours de clôture du maire de Birmingham, rapporté par le *Times*, résume ainsi la position de compromis adoptée : « *Les directeurs d'école auront le pouvoir d'autoriser ou d'interdire l'usage de la Bible, mais dans le premier cas elle doit être lue sans note ni commentaire confessionnel [sectarian].* »<sup>32</sup>

La solution *unsectarian* sortait visiblement renforcée du congrès, puisqu'elle était présentée comme la seule base d'action unie possible. Mais était-elle réellement majoritaire, de préférence à l'option laïque, dans le mouvement poussant à la réforme scolaire, pris dans son ensemble ? On ne peut l'affirmer avec certitude. L'indifférentisme en matière de croyance, qui ne conduit pas précisément à exiger pour ses enfants des cours d'instruction religieuse fondés sur la Bible, reste très répandu, on l'a vu, dans la population ouvrière. Mais il ne fut pas question alors de solliciter des premiers intéressés un avis qui aurait pu contredire le compromis politique issu du congrès de Birmingham. Chamberlain, conscient de la nécessité pour les leaders libéraux de s'assurer le soutien du mouvement syndical, salua d'une voix vibrante, devant le congrès de Birmingham, « *les délégués de ces grands syndicats répandus à travers le royaume* » et « *ces 800 000 à un million de travailleurs qui directement ou indirectement soutiennent la plate-forme de la Ligue* » – mais se garda bien de consulter sur la question la plus controversée du mouvement ceux qu'il appelait à se mobiliser pour sa défense<sup>33</sup>.

## **1.2. « Bible or no Bible ? » : la loi Forster (1870) et sa mise en place par les premiers School Boards**

La loi de juillet 1870 sur l'enseignement élémentaire, avec laquelle l'Angleterre tourne définitivement le dos à sa longue tradition de non-intervention en matière scolaire<sup>34</sup>, répond selon son initiateur, W. E. Forster, en charge de l'éducation dans le gouvernement libéral Gladstone, à une triple intention : accroître la prospérité économique du pays, assurer sa cohésion sociale et renforcer son poids militaire sur la scène internationale<sup>35</sup>. Sans déclarer encore la gratuité ni l'obligation, elle instaure

---

<sup>31</sup> ADAMSON, *op. cit.*, p. 349-350. Partisan décidé d'une école purement laïque, bien que pasteur, George DAWSON (1821-1876) est un ancien ministre de l'Eglise baptiste dont il est exclu à la fin des années 1840 pour sympathies chartistes ; il devient ensuite animateur à Birmingham d'une petite Eglise libre largement ouverte sur les préoccupations démocratiques et sociales (lui-même est en relation avec Mazzini et Kossuth). Il n'est pas sûr que ses positions laïques puissent se réduire à ce seul propos particulièrement raide ; mais Adamson, visiblement agacé par les défenseurs des positions *purely secular*, ne s'étend guère à leur sujet. Le nom d'Henry Fawcett (1833-1884), l'« *orateur aveugle* », professeur d'économie et alors député se situant à l'aile gauche du parti libéral, est lié aux causes réformatrices de cette époque (droit de suffrage féminin, suffrage universel masculin, abolition des tests religieux à l'université...). Sources : *Encyclopedia of the Victorian World*, Melinda COREY et Georges OCHOA, 1996. Voir aussi la biographie de H. Fawcett par Leslie STEPHEN (bibliographie).

<sup>32</sup> *Times* du 13 octobre 1869 (qui cite également la lettre d'Edward Miall rapportée plus haut).

<sup>33</sup> Pour B. Simon, le point de vue purement laïque était majoritaire dans l'opinion ouvrière de cette époque. « *La demande d'éducation « non-sectaire » était [au Congrès de la NEL] un compromis. La position ouvrière était celle d'une éducation laïque [secular] impliquant aucune instruction religieuse d'aucune sorte* » (*op. cit.*, p. 363).

Il est difficile de confirmer ou d'infirmer l'affirmation de B. Simon pour la période ici étudiée. La popularité de l'option purement laïque dans le mouvement ouvrier de la génération postérieure (années 1890-1914) sera en revanche plus facile à établir (voir Ve partie de ce travail).

<sup>34</sup> Une loi semblable sera adoptée pour l'Ecosse en 1872.

<sup>35</sup> W.E. FORSTER, *Discours de présentation* de l'Education Act de 1870, J. HURT, *op. cit.*, p. 24.

à côté des *voluntary schools* (écoles privées) confessionnelles, qui demeurent subventionnées par l'Etat, des écoles primaires publiques que les municipalités peuvent ouvrir là où les écoles confessionnelles ne suffisent pas à assurer la scolarisation complète de la population d'âge scolaire. Ces *board schools*, ainsi nommées parce qu'elles sont gérées localement par des bureaux scolaires élus au niveau communal (*School Boards*), bénéficient-elles aussi de subventions d'Etat (*grants*) ; elles y ajoutent une contribution locale payée par les contribuables (*taxes*). Ainsi se met en place dans l'école populaire un *dual system* : deux réseaux à financement d'Etat, l'un confessionnel, l'autre public, fonctionnent de façon à ce que le second soit complémentaire du premier. Les écoles payantes restent à l'écart du débat. La question de l'égalité des classes sociales devant l'instruction n'est pas encore à l'ordre du jour.

Les nouvelles écoles publiques sont non confessionnelles, mais chrétiennes, en ce sens que, tout en excluant explicitement tout catéchisme propre à une « dénomination », elles prévoient une instruction religieuse obligatoire de type « non-sectaire » fondée sur la lecture de la Bible. Forster, au cours du débat parlementaire, refuse de transformer la religion en matière optionnelle : « *Je ne mettrai pas le cours sur la Bible en concurrence avec le jeu.* » Cette *Bible lesson* est cadrée, après de longs et difficiles débats au Parlement, par la « clause Cowper-Temple », du nom du parlementaire à l'origine de l'amendement à ce sujet : « *L'instruction religieuse, si elle est dispensée, le sera de façon à ce qu'aucun catéchisme religieux ou formulaire distinctif d'une dénomination particulière ne soit enseigné.* » De façon contournée (la proposition « *si [une instruction religieuse] est dispensée* » signifiant qu'elle peut ne pas l'être) est donc reconnu par la loi le droit pour une école anglaise de n'avoir aucun enseignement religieux du tout, c'est-à-dire d'être purement laïque. En réalité, il s'agit d'une concession toute formelle à l'aile *purely secular*. La condition à remplir prévue par la loi Forster est en effet dissuasive : la *leçon de religion* ne pourrait être abandonnée que là où il se trouverait une majorité d'élus locaux au *school board* pour voter sa suppression. C'était renvoyer la décision à une multitude d'instances locales où les partisans de la solution interconfessionnelle, forts du soutien de la très grande majorité des notables, ainsi que de celui des appareils politiques des deux grands partis, avaient toutes les chances de l'emporter. Une « clause de conscience », fonctionnant comme une sou-pape de sûreté, autorisait d'ailleurs en tout état de cause pour les plus convaincus la dispense individuelle d'instruction religieuse sur demande écrite.

Les défenseurs de l'enseignement confessionnel, regroupés dans une *National Education Union* (elle aussi fondée l'année précédente), protestèrent de ce que la loi leur refusait le bénéfice des impôts locaux. Mais les partisans de la *National Education League*, fortement mobilisés durant la discussion parlementaire (mars-juillet 1870), et ceux de la *National Secular Association*, qui fit campagne pour « *des écoles financées par l'Etat purement laïques* »<sup>36</sup>, avaient des raisons de clamer leur déception, voire de crier à la trahison. L'enseignement public mis sur pied par la loi Forster n'était ni obligatoire ni gratuit. Il n'était même pas national : loin d'être offert à tous, il ne pouvait acquérir le droit à l'existence que là où il existait un « *besoin scolaire reconnu* » (c'est-à-dire là où les écoles confessionnelles ne suffisaient pas à la tâche). Le principe d'un subventionnement public de ces dernières était reconnu par la loi : c'était de fait assurer la survie des écoles anglicanes (et catholiques), alors que les écoles non-conformistes allaient le plus souvent se transformer en *board schools*. Par ailleurs, comme l'exposa John Stuart Mill dans un meeting de la NEL tenu à Londres au moment où la discussion parlementaire battait son plein (25 mars 1870), la « *clause de conscience* », loin d'assurer l'égalité du croyant et du non-croyant, stigmatisait ce dernier comme un marginal<sup>37</sup>. Mill réaffirmait la

---

<sup>36</sup> *Lettre ouverte au premier ministre Gladstone*, 13 mars 1870. Le *National Reformer* avait publié dans les numéros précédents une série d'articles sur les écoles des Etats-Unis, mettant en avant une récente décision du bureau d'éducation de Cincinnati « *excluant la lecture de la Bible des écoles communales* » (16 janvier 1870).

<sup>37</sup> La loi « *abandonne à des organismes locaux, ce qui dans les districts ruraux signifie le grand propriétaire et le pasteur anglican, tous les enfants laissés pour compte – les enfants de tous ceux qui ne se soucient guère de religion* [all who care little

seule solution acceptable à ses yeux : le principe de l'enseignement religieux donné aux frais des parents (ne relevant donc plus du curriculum obligatoire) en dehors des heures scolaires : « *Que chacun ait l'enseignement religieux qu'approuve sa conscience et qu'il est prêt à payer.* »<sup>38</sup> L'adoption de la clause Cowper-Temple, sans répudier entièrement ce principe, en reportait la discussion au niveau local, la fragmentant à l'infini au gré des situations et des rapports de force, c'est-à-dire niait qu'il se fût agi là d'un principe s'appliquant à tous. L'avantage donné aux partisans d'un enseignement élémentaire à dimension « biblique non-sectaire » sur ceux d'un enseignement purement laïque était manifeste<sup>39</sup>.

Néanmoins, une autre lecture de la loi était possible, insistant d'un point de vue laïque sur les avancées par rapport à la situation existant avant 1870. Non seulement la loi permettait la scolarisation de nombreux enfants de milieux populaires qui en étaient jusque-là exclus, rendant possible l'obligation scolaire (réalisée entre 1876 et 1880) et sa gratuité (1891), mais l'esprit du nouvel enseignement élémentaire public revêtait un caractère incontestablement plus profane. Avec les « 3 R », l'histoire et une initiation aux sciences de la nature étaient incorporée au curriculum, la part de la *religious instruction* (on disait aussi : *The Scriptures*) devenue non confessionnelle étant limitée à une leçon par jour (une demi-heure quotidienne en principe). Nombre de partisans de l'enseignement confessionnel ne virent pas l'adoption de la loi comme le seul moyen de préserver l'essentiel pour leurs écoles face à la poussée sociale sécularisatrice tout en conservant indirectement une influence idéologique sur les programmes des écoles publiques, mais comme une défaite annonciatrice d'un avenir sombre quant à la religiosité future du peuple britannique. L'historien J. W. Adamson se fait quelques dizaines d'années plus tard (1930) le porte-parole de ce point de vue en déplorant que l'instruction religieuse, qui avait été jadis le pivot de l'enseignement, en devint une simple adjonction, qui pouvait en être ôtée ou laissée. L'idée d'un curriculum formant un tout organique fut alors détruite ; et l'éducation dans les écoles populaires [popular schools] fut privée d'un principe organisateur. C'était le triomphe du radicalisme de 1793, bien que les vainqueurs n'aient pas apprécié la victoire<sup>40</sup>.

Dans quelle mesure les bureaux d'écoles institués par la loi de 1870 se saisirent-ils de la possibilité offerte par la « clause Cowper-Temple » d'établir les nouvelles écoles publiques sur une base totalement laïque ? Les sources consultées sont à cet égard imprécises. En l'absence (à notre connaissance) d'étude d'ensemble des élections aux *school boards* (renouvelés tous les trois ans jusqu'à la réforme de 1902 qui les supprime) ou de l'application sur le terrain des dispositions de la loi Forster, le constat qui s'impose est celui d'une très large prééminence de la solution interconfessionnelle par rapport à la solution « purement laïque ». Mais du caractère nettement minoritaire du courant pour des *purely secular schools*, qui leur ôtait à peu près toute chance d'obtenir une majorité en sièges dans un bureau local (élu en outre par les seuls contribuables), on ne saurait

---

about religion], de tous ceux qui sont dépendants, de tous ceux qui auront peur de risquer le déplaisir de leurs supérieurs en refusant solennellement par écrit de faire ce qu'on veut qu'ils fassent (applaudissements) » (J.S.MILL « The Education Bill », 25 mars 1870, in *Complete Writings, Public and Parle-mentary speeches*, p. 381).

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 385.

<sup>39</sup> La difficulté des partisans de l'école purement laïque à se faire entendre dans le débat de 1870 est illustrée par la mésaventure arrivée à J. S. Mill, à qui un journaliste rendant compte de son intervention au meeting du 25 mars 1870 mentionné plus haut prête, intentionnellement ou non, le point de vue interconfessionnel de la *British Society*. Mill proteste : « *Je mets votre rédacteur au défi de trouver un seul mot dans mon discours qui exprime ou implique une approbation du « British system » ou de l'emploi de la Bible dans les écoles à financement local* » (J.S.MILL, lettre publiée dans le *Spectator* du 9 avril 1870, *Complete Works, Newspapers Writings*, p. 1222). Mais la lecture du discours de Mill (référence : voir note précédente) permet de comprendre la confusion du journaliste. Mill, parlant au nom de la NEL, cherche à employer des formules acceptables par les deux courants de la *Ligue*, ce qui rend parfois son propos équivoque.

<sup>40</sup> J. W. ADAMSON, *op. cit.*, p. 359.

conclure à sa disparition pure et simple après 1870. J. W. Adamson indique même explicitement le contraire, mentionnant (en 1872, malheureusement sans plus de précisions) « *des bureaux d'écoles ayant supprimé toute trace d'instruction religieuse, tandis que d'autres la réduisaient au strict minimum* »<sup>41</sup>. Et surtout, il importe de ne pas perdre de vue que la question de l'orientation interconfessionnelle ou laïque des nouvelles écoles (résumée par la formule « *Bible or no Bible ?* ») est dès la mise en application de la loi en 1870-1871 un enjeu politique majeur, dans lequel l'appareil dirigeant du parti libéral fait front commun avec ses adversaires conservateurs. Lors de l'élection du bureau d'écoles de Birmingham (novembre 1870), la place forte de la NEL, le candidat *secularist* est le seul à défendre l'option « *no Bible* », répudiée par les quinze candidats sélectionnés par le parti libéral, et les 7000 voix qu'il obtient ne sont pas suffisantes pour assurer son élection<sup>42</sup>. Le principal succès des partisans de l'option interconfessionnelle est la caution inattendue que leur apporte au *school board* de Londres l'ami de Darwin, T. H. Huxley, en proposant et en faisant adopter la motion de compromis suivante (novembre 1871) : « *La Bible sera lue, et seront données alors les explications et instructions qu'il semblera convenable, tirées des principes de moralité et de religion adaptées aux capacités des enfants.* »<sup>43</sup> Le grand biologiste, connu comme *agnostique* pour son propre compte, se ralliait ainsi spectaculairement à l'idée selon laquelle il était bon que les enfants du peuple apprennent dans la Bible les notions morales élémentaires. Les représentants des différentes confessions n'en demandaient pas davantage, et les bureaux d'écoles de tout le pays adoptèrent en général une position copiée sur la résolution du *school board* de la capitale<sup>44</sup>. Dans les années suivantes, les laïques anglais se regroupèrent dans une *National Education Association* succédant à la NEL (1876), association dont J. W. Adamson indique que son orientation était « *carrément laïque* » (*frankly secular*<sup>45</sup>) sans autre précision. Leurs adversaires, dans le contexte de « lutte pour la survie » des Eglises britanniques, observé au chapitre précédent, ne ménageaient pas de leur côté leurs efforts, avec de solides appuis politiques tant conservateurs que libéraux, pour faire de l'instruction religieuse dans les écoles publiques le lieu d'inculcation d'une foi chrétienne la plus solide possible : le grand concours de culture religieuse organisé en 1876 à Londres pour les enfants des *board schools* est une bonne illustration de ce volontarisme pédagogique, auquel W.E. Forster prête significativement sa caution politique<sup>46</sup>.

Peut-être la « *victoire des radicaux de 1793* » dont parle J.W. Adamson, non sans exagération polémique, à propos de la loi Forster, réside-t-elle dans le fait que l'enseignement laïque était devenu

---

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 362.

<sup>42</sup> David Kirkwood, le candidat de la *National Secular Society* aux premières élections au *school board* de Birmingham (novembre 1871), se présentait comme « *le seul candidat authentique de la classe ouvrière* ». Il fit campagne sur l'orientation suivante : « *Nous sommes les seuls qui, à la question « Avec la Bible, ou sans la Bible ? » [Bible or no Bible], apportons la réponse claire et nette : « non, sans la Bible ».* Ses adversaires libéraux, menés par le maire G. Dixon, avaient adopté dans leur programme « *la lecture quotidienne de la Bible dans les écoles* ». Selon l'estimation de D. Kirkwood, le coût de leur campagne aurait été environ cent fois plus élevée que la sienne (*National Reformer*, 27 novembre et 11 décembre 1870).

<sup>43</sup> Stuart MCACLURE, *A History of education in London, 1870-1990*, Penguin 1990, p. 44. Huxley s'était proposé pour « *la lecture de la Bible, accompagnée des explications grammaticales, géographiques et historiques qui s'avéreraient nécessaires, à l'exclusion formelle de tout enseignement théologique allant au-delà de ce qui est contenu dans la Bible elle-même* » (H. C. BARNARD, *A History of english education*, University of London press, 1961, p. 143).

<sup>44</sup> L'attitude de Huxley, qui fut reçue par les partisans de l'école *purely secular* comme un coup de poignard dans le dos, paraît illustrative d'un point de vue répandu dans l'intelligentsia anglaise de la seconde moitié du siècle, qui tenait à être pour elle-même, et pour sa pratique scientifique, émancipée de toute pression religieuse, mais qui ne trouvait pas mauvais que les clergés chrétiens conservent une certaine audience auprès des masses.

<sup>45</sup> J. W. ADAMSON, *op. cit.*, p. 362.

<sup>46</sup> En 1876, la *Religious Tract Society* organisa un concours de culture biblique dans les écoles publiques de Londres. La distribution des prix, à laquelle prirent part 4000 garçons et filles (sur 126 000), fut l'occasion pour W. E. Forster de vanter les vertus de sa loi qui permettait à des milliers d'enfants, autrement non scolarisés, d'acquérir une vision chrétienne du monde. Naturellement, chaque enfant reçut pour prix une Bible (Francis PECK, *Religious Education in elementary Schools*, Strihan, Londres, 1876. Le remarquable discours de Forster est reproduit p. 48 à 53).

une possibilité légale, dont la réalisation pouvait être espérée (comme l'indiquait C. Hippeau) par suite de nouveaux progrès des idées sécularisatrices dans la société anglaise. Mais dans l'immédiat, comme le souligne Forster lui-même dans son discours de 1876 mentionné plus haut, les partisans de ce qu'il appelle « *l'école laïque pure et simple* » avaient de toute évidence le dessous dans l'enseignement élémentaire. On doit constater qu'ils n'ont pas réellement réussi à émerger comme force indépendante ni avant, ni après l'adoption de la loi de 1870, et que les compromis qu'ils ont privilégiés avec les partisans de l'enseignement « fondé sur la Bible seule » (du congrès de Birmingham en 1869 au *School Board* de Londres en 1870) paraissent plutôt avoir affaibli leur position, comme Fawcett lui-même devait le reconnaître<sup>47</sup>. Pour expliquer ce relatif échec on peut invoquer des explications d'ordre « idéologique » (le conflit de la science et de la modernité avec les Eglises anglicane et non-conformistes est moins âpre que sur le continent, pour des raisons examinées au chapitre précédent) ou d'ordre social (la cohésion des classes moyennes et supérieures autour du christianisme reste forte ; par ailleurs, les instituteurs des écoles élémentaires britanniques, recrutés sur base confessionnelle, restent en général beaucoup plus attachés à leur foi que sur le continent, et beaucoup moins disposés à s'en tenir à un enseignement exclusivement profane<sup>48</sup>). Mais on ne saurait sous-estimer les raisons proprement politiques de la relative marginalisation des partisans anglais de la laïcité scolaire. L'enseignement religieux pour les enfants du peuple<sup>49</sup> paraît toujours aux leaders des deux partis une nécessaire assurance de stabilité sociale et politique, de sorte que la défense de l'option « purement laïque » reste à leurs yeux peu différente d'une atteinte à l'ordre public. Grande et persévérante fut l'implication du personnel dirigeant de l'Etat anglais, non seulement conservateur mais libéral, pour cet objectif politique (pour lequel J. S. Mill avait employé en 1850, on l'a vu, la formule « *piétiner le faible* » – « *trampling the weaker* »). Ces efforts produisirent d'incontestables résultats, proclamés non sans fierté par W. E. Forster en 1876 : « [dans les *board schools* de Londres] *tous les élèves, jusqu'aux plus jeunes enfants, reçoivent une instruction religieuse... donnée aussi complètement et avec autant de respect que dans les voluntary schools* »<sup>50</sup>. Les difficultés du courant laïque anglais à résister à cette puissante volonté d'Etat d'interdire la sécularisation « pure et simple » de l'enseignement populaire renvoient aux difficultés du mouvement *radical* et démocratique de la même époque à assumer une position ouvertement républicaine, ou à celles du mouvement ouvrier de ce temps à (re)trouver, face au parti libéral, le chemin de son indépendance et à se constituer en parti politique.

---

<sup>47</sup> Leslie Stephens, figure en vue des intellectuels agnostiques des dernières décennies du XIXe siècle, livre ce témoignage révélateur : « *L'opinion de Fawcett était que l'école devait être purement laïque (purely secular). Catholiques, protestants et non-croyants [secularists] avaient le même alphabet, reconnaissaient les mêmes règles d'arithmétique, et devaient les apprendre dans les mêmes écoles. Catéchismes et croyances devaient être inculquées ailleurs par les prêtres et les ministres des cultes. La ligue de Birmingham cependant [il s'agit de la NEL de 1869-70], émue devant l'accusation d'irrégularité, adopta le compromis consistant à proposer que la Bible soit lue « sans remarque ni commentaire » : l'école, disait-on, devait être « non-sectaire », mais non pas « laïque ». Fawcett, de façon caractéristique, confessait qu'il trouvait difficile de voir la différence entre les deux mots. Il était disposé, cependant, à accepter la proposition dans l'immédiat, bien qu'il ait ensuite exprimé ses regrets pour ne pas avoir pris dans cette affaire-ci, à la différence d'autres [dont il eut à s'occuper], la position la plus claire et la moins équivoque.* » (Leslie STEPHENS, *Life of Henry Fawcett*, Londres, Smith-Elder, 1885, p. 255.)

<sup>48</sup> Les premières organisations d'instituteurs autour de 1870 se montrent attachées au maintien de l'enseignement des *Scriptures* (W. J. ADAMSON, *op. cit.*, p. 362).

<sup>49</sup> Le réseau scolaire secondaire, celui des élites sociales, semble avoir été épargné par les conflits liés à la question religieuse. Même si l'abolition des tests religieux à l'Université (1871 à Oxford) supprimait le dernier privilège légal anglican, l'*Eglise établie* restait prédominante dans les grandes *public schools*, et dans l'enseignement secondaire en général, sans que cette position fût considérée comme discriminante pour les autres composantes religieuses (ou agnostique) des classes moyennes et supérieures. La pratique du *collective worship* (prière quotidienne qui ouvrait la journée scolaire), introduite par Thomas Arnold à Rugby dans la première moitié du siècle, s'y développa de façon semble-t-il consensuelle.

<sup>50</sup> W.E.FORSTER, discours à la remise des prix du concours de culture religieuse organisé à Londres en 1876 (voir note plus haut), in F. PECK, *op. cit.*, p. 52. On ne s'intéresse pas ici à la véracité de ces propos quant à la pratique réelle des écoles londoniennes de cette époque, mais à ce qu'ils révèlent des positions de leur auteur.

## 2. ALLEMAGNE : LES COURANTS LAÏCISATEURS ET LE « KULTURKAMPF »

### 2.1. Les libéraux allemands avant 1870 et la nouvelle popularité du projet d'« émancipation de l'école »

En Allemagne également, l'école publique confessionnelle, telle qu'elle avait été restaurée après 1850, connaît à partir des années 1860 une crise profonde. On pourra comparer avec la description de la situation anglaise faite par C. Hippeau en 1872 ces lignes qu'il consacre l'année suivante à la Prusse : ...Quand vers le milieu du siècle présent, les découvertes de la science, la hardiesse des exégèses théologiques, les spéculations de la libre pensée, mirent presque partout en péril la suprématie de l'Eglise [prussienne], l'appui de l'Etat lui fut nécessaire pour lui conserver ses droits et privilèges et l'aider à résister à l'invasion du scepticisme en rendant toute sa force à l'enseignement religieux des écoles. C'est à quoi travaillèrent ardemment en Prusse le Ministre des cultes M. Raumer... [Mais aujourd'hui se fait largement entendre le souhait] d'un système à l'américaine : l'enseignement religieux au curé, l'enseignement positif à l'instituteur. Ce n'est pas ainsi que raisonnent en Allemagne les membres du clergé qu'effrayent... les tentatives d'émancipation qui se manifestent de tous côtés dans la société laïque<sup>51</sup>.

C'est en effet une nouvelle phase de luttes pour l'« émancipation de l'école » que connaissent la Prusse et la plupart des Etats allemands des années 1860 et 1870. On cherchera ici à en restituer les principaux temps forts et les enjeux-clés durant ces années décisives pour l'histoire de la laïcisation scolaire en Allemagne avant 1914, en centrant l'analyse sur la Prusse ; quelques indications seront également données sur le reste de l'Allemagne.

A partir de 1860 s'ouvre en Prusse une période d'affrontements entre le Parti du Progrès (*Fortschrittspartei*) devenu majoritaire au Landtag, et le monarque (Guillaume, régent en 1858, roi à partir de 1861), période connue dans l'historiographie allemande comme « le conflit » (*Der Konflikt* ; c'est précisément pour imposer la volonté du roi à une Chambre frondeuse que Bismarck est appelé au pouvoir à Berlin le 22 septembre 1862). Sur le plan scolaire, les parlementaires libéraux font alors de l'abrogation des Règlements de 1854 pour les *écoles populaires* (voir chapitre 8) et de la lutte contre le cloisonnement confessionnel des établissements, leur axe de bataille, où s'illustre Adolph Diesterweg, élu du *Fortschrittspartei* au Landtag de Prusse de 1858 à sa mort en 1866<sup>52</sup>. Ils ont inscrit

---

<sup>51</sup> Célestin HIPPEAU, *L'Instruction publique en Allemagne*, Paris, Didier, 1873, p. 81 et 85. C. Hippeau, proche de Jules Simon, estimait pour sa part « déplorable » cette lutte « entre les deux éléments qui se disputent la direction des écoles populaires » (*ibid.*).

On notera l'emploi, déjà relevé à propos d'E. Quinet, du syntagme « société laïque » dans le sens de « société civile ». Le développement des luttes laïques en France allait bientôt charger l'adjectif d'un sens idéologique trop marqué pour autoriser le maintien de cette expression.

<sup>52</sup> Il y prononça en 1859 deux discours qui devaient lui assurer une popularité durable auprès des enseignants allemands, l'un en défense de Karl Wander (11 février 1859), l'autre *Sur des pétitions contre les Regulative* (9 mai 1859). Dans cette seconde intervention, véritable discours-programme, Diesterweg manifestait son soutien à des pétitions « de paysans » parvenues au Landtag qui réclamaient l'abrogation du règlement de 1854 (voir le chapitre 8) : « *Les signataires de ces pétitions se plaignent de deux choses : une erreur et un manque. L'erreur réside dans l'énormité de ce qu'il faut se mettre en mémoire en matière religieuse, ce qui, disent les paysans, abrutit nos enfants, et le manque, dans la limitation de la part de l'enseignement consacrée à la vie actuelle.* » Il s'élevait contre la mémorisation à outrance de versets et de récits bibliques, qu'il estimait contraire à l'esprit véritable de la religion, et contre les interdits de lecture dans les Ecoles normales. Il dénonçait l'assujettissement des enseignants au clergé, et revendiquait l'indépendance de l'école par rapport à l'Eglise, c'est-à-dire la suppression de l'inspection par le pasteur et l'organisation interconfessionnelle des écoles. Il accusait enfin les *Regulative* de faire obstacle à la diffusion des sciences de la nature. « *L'enseignement des matières profanes [weltliche] est négligé... Il ne reste plus de temps pour l'histoire naturelle, pour l'art, pour la physique, pour les lois de la nature* » (*Rede über K. Fr. Wander*